

13 décembre 2019

**Séance plénière
du Conseil départemental**

**DÉCENTRALISATION
2005-2018**

RAPPORT

SOMMAIRE

I. SYNTHÈSE.....	5
1. Charge nette annuelle depuis 2005.....	8
2. Charge nette cumulée depuis 2005.....	8
3. Charge nette par année et par compétence	9
II. PAR COMPÉTENCE	11
1. RMI / RSA.....	13
2. APA	15
3. ACTP, PCH et MDPH.....	17
4. CLIC, CIDPA, MAIA	19
5. Fonds d'aide aux jeunes	20
6. Protection juridique des majeurs	21
7. Fonds de Solidarité Logement	22
8. Education : TOS collèges, Forfait externat collèges privés et FARPI	23
9. Routes.....	24
10. Mineurs non accompagnés	25
11. Maintenance informatique dans les collèges.....	27
III. annexes.....	29
1. Tableaux de calcul détaillés par compétence.....	31

I. SYNTHÈSE

Depuis 2005, le Département a vu ses charges augmenter fortement suite à la décentralisation, ainsi qu'aux nouvelles compétences qui lui ont été confiées.

En compensation des charges supplémentaires liées à un transfert de compétences, l'Etat verse des recettes aux collectivités territoriales selon le principe suivant :

Article L1614-1 du CGCT modifié par la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 – article 48 :

"Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre l'État et les collectivités territoriales est accompagné du transfert concomitant par l'État aux collectivités territoriales ou à leurs groupements des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par l'État au titre des compétences transférées et évoluent chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées. »

Le montant des recettes est ainsi resté stable, tandis que les charges associées ont fortement augmenté. C'est pourquoi la charge nette supportée par le Département de la Sarthe n'a cessé de s'accroître pour atteindre **886 millions d'euros** en cumulé entre 2005 et 2018.

Près de 90% de ce montant concerne trois principaux domaines de compétence :

- l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : 393 millions d'euros ;
- le revenu de solidarité active (RSA, anciennement RMI) : 247 millions d'euros ;
- le handicap (ACTP, PCH, MDPH) : 146 millions d'euros.

Depuis 2014, la charge nette annuelle, de l'ordre de 80 M€, s'est encore alourdie avec la prise en charge de la maintenance informatique dans les collèges (2 millions d'euros) et des mineurs non accompagnés dont le nombre a fortement augmenté (3,5 millions d'euros).

Des tableaux et graphiques illustrant cette situation globale sont présentés dans les deux pages suivantes.

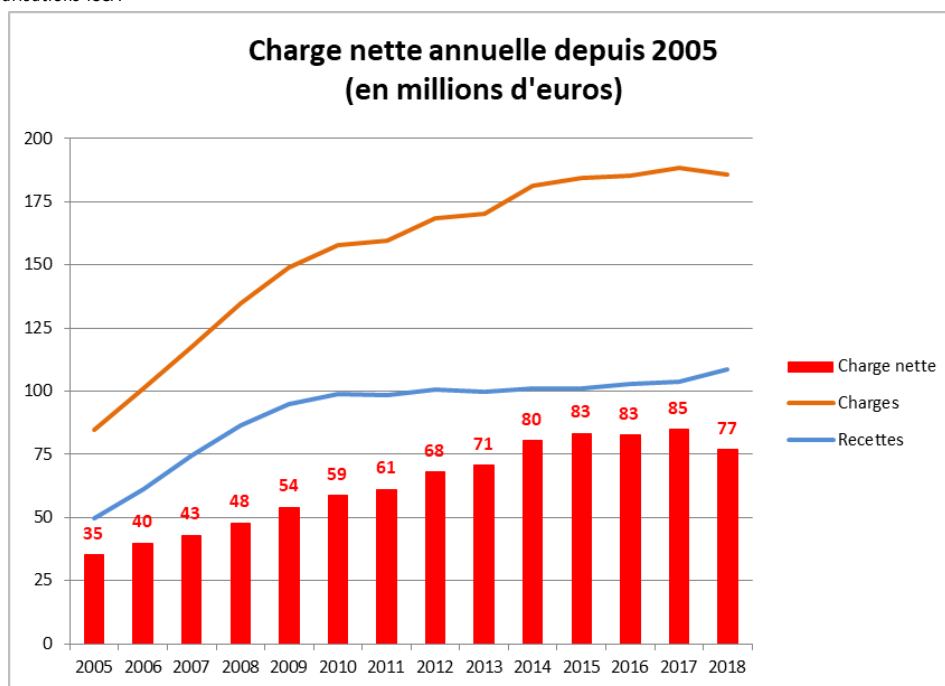
A la suite, chaque domaine de compétence fait l'objet d'une fiche synthétique.

Enfin, le détail complet des chiffres est indiqué dans les tableaux en annexe.

1. Charge nette annuelle depuis 2005

en Millions d'€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	85	101	118	135	149	158	160	169	170	181	184	185	189	186	2 168
Recettes	50	61	75	87	95	99	99	101	100	101	101	103	104	109	1 282
Charge nette	35	40	43	48	54	59	61	68	71	80	83	83	85	77	886

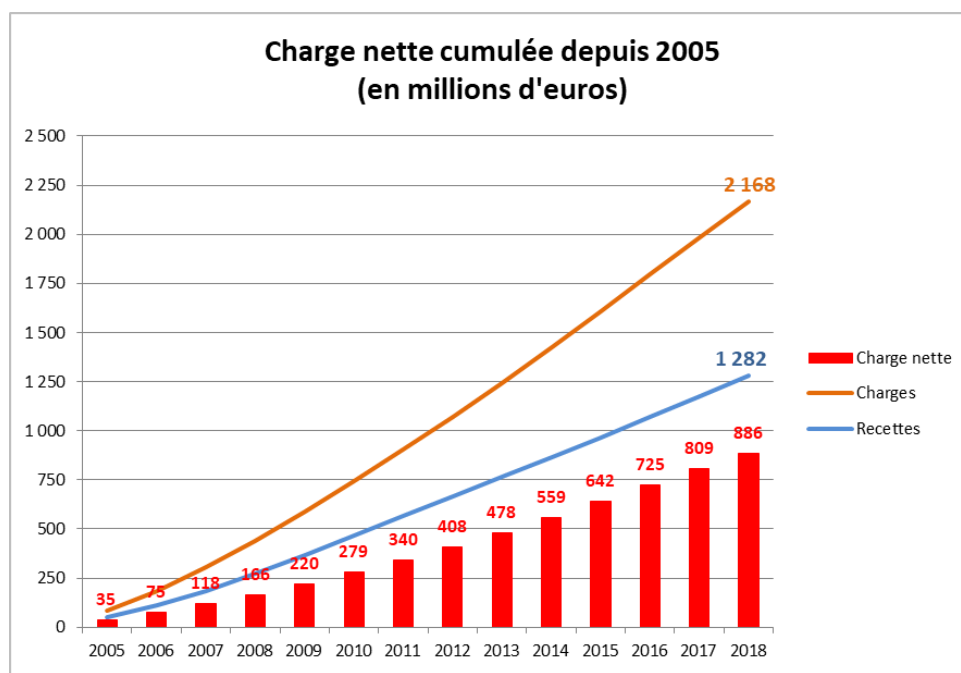
y compris régularisations TSCA



2. Charge nette cumulée depuis 2005

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018
Charges	587	1 425	1 609	1 794	1 983	2 168
Recettes	367	866	967	1 070	1 173	1 282
Charge nette	220	559	642	725	809	886

y compris régularisations TSCA

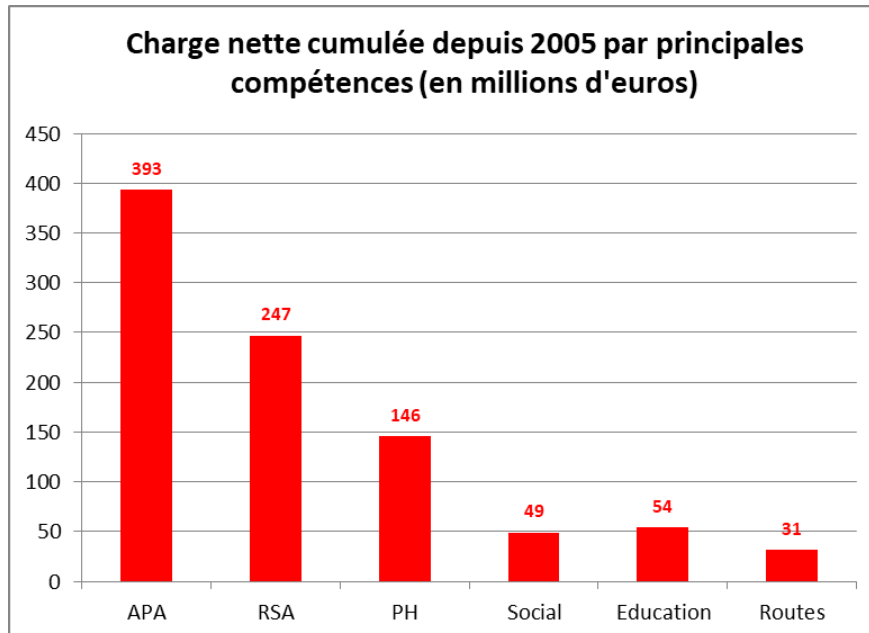


3. Charge nette par année et par compétence

en Millions d'€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
RMI/RSA	3,6	8,5	9,4	7,5	9,6	14,3	12,9	15,6	20,8	26,5	29,4	31,1	30,1	27,7	246,9
APA	24,3	25,8	26,5	27,6	27,9	28,0	29,9	33,9	28,2	28,3	28,6	27,6	28,6	28,0	393,4
ACTP/PCH/MDPH	4,4	3,3	4,2	5,3	6,8	9,9	11,3	13,6	14,0	14,2	14,3	14,7	15,0	15,0	146,0
CLIC/CIDPA/MAIA	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	0,6	0,5	0,4	0,3	9,8
Fonds d'aide aux jeunes	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	2,6
Protection juridique majeurs						0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	2,7
Fonds de solidarité logement	1,1	0,8	1,1	1,1	1,3	1,7	1,4	1,5	1,5	1,4	1,0	1,0	1,2	1,0	17,1
ATTEE Collèges/Forfait externat/FARPI		0,3	1,2	1,6	2,8	2,7	3,1	3,8	3,8	4,8	4,8	4,9	5,4	5,2	44,4
Routes	0,8	0,3	-0,4	4,0	5,1	2,2	2,2	2,7	3,8	4,2	3,1	0,8	2,2	0,5	31,3
Mineurs non accompagnés										2,5	2,8	3,7	4,3	3,6	16,9
Informatique dans les collèges								0,3	0,6	0,7	2,0	2,1	2,2	2,1	10,1
Régul TSCA	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,5	-1,4	-1,1	-4,8	-3,6	-3,4	-3,9	-4,3	-4,9	-7,0	-34,8
TOTAL	35,1	39,9	43,0	47,9	54,0	58,7	61,1	67,9	70,7	80,4	83,2	82,6	84,9	76,9	886,4

Après regroupement par principales compétences :

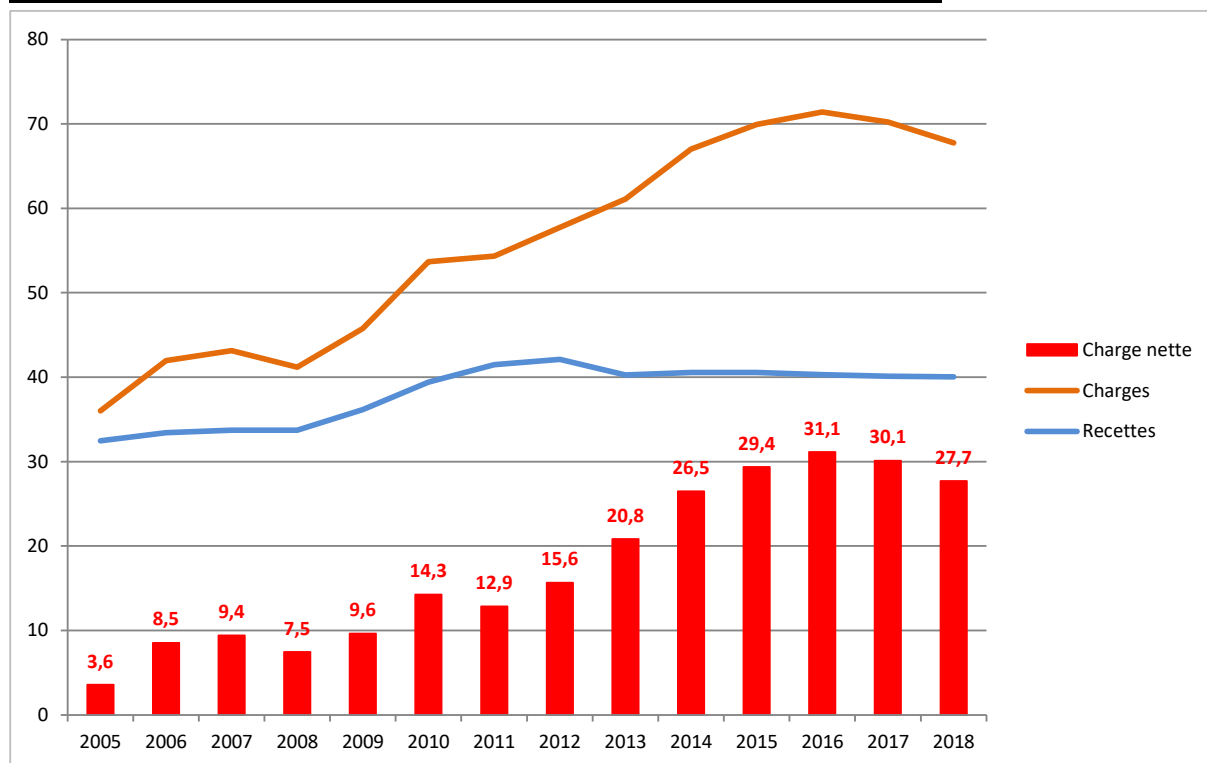
en Millions d'€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
APA	24,3	25,8	26,5	27,6	27,9	28,0	29,9	33,9	28,2	28,3	28,6	27,6	28,6	28,0	393,4
RMI/RSA	3,6	8,5	9,4	7,5	9,6	14,3	12,9	15,6	20,8	26,5	29,4	31,1	30,1	27,7	246,9
Handicap	4,4	3,3	4,2	5,3	6,8	9,9	11,3	13,6	14,0	14,2	14,3	14,7	15,0	15,0	146,0
Social	1,9	1,7	2,0	2,0	2,3	3,0	2,8	2,8	3,0	5,3	4,9	5,7	6,3	5,4	49,1
Education	0,0	0,3	1,2	1,6	2,8	2,7	3,1	4,1	4,4	5,5	6,8	7,0	7,7	7,2	54,4
Routes	0,8	0,3	-0,4	4,0	5,1	2,2	2,2	2,7	3,8	4,2	3,1	0,8	2,2	0,5	31,3
Régul TSCA	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,5	-1,4	-1,1	-4,8	-3,6	-3,4	-3,9	-4,3	-4,9	-7,0	-34,8
TOTAL	35,1	39,9	43,0	47,9	54,0	58,7	61,1	67,9	70,7	80,4	83,2	82,6	84,9	76,9	886,3



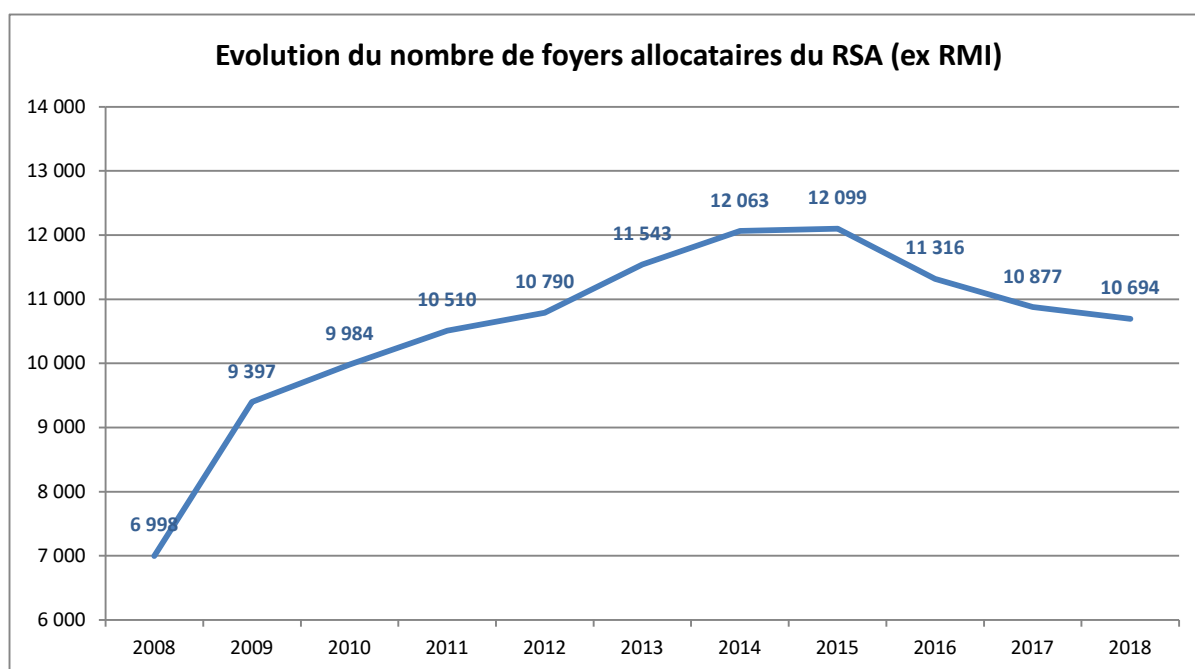
II. PAR COMPÉTENCE

1. RMI / RSA

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	208,1	293,9	69,9	71,4	70,2	67,7	781,3
Recettes	169,5	203,8	40,6	40,3	40,1	40,0	534,4
Charge nette	38,6	90,1	29,4	31,1	30,1	27,7	246,9



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 246,9 M€



Objet :

Le Département et l'Etat se sont vus confier en 2009 l'application du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires. Le RSA remplace le RMI (Revenu Minimum d'Insertion), l'allocation de parent isolé et les différents mécanismes d'intéressement à la reprise d'activité.

Avant 2016, le montant du RSA pouvait être à la charge du Département : RSA socle ou/et à la charge de l'Etat : RSA activité.

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité remplace le RSA activité et la Prime pour l'emploi (PPE).

Aussi, le RSA est à la seule charge du Département.

La contribution du Département au financement du RSA diminue proportionnellement aux revenus du bénéficiaire, et s'annule lorsque le revenu d'activité du bénéficiaire est supérieur ou égal au montant forfaitaire.

Le financement du transfert de compétences du RSA est compensé par :

- une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TIPCE) affecté au Département,

- une recette complémentaire au titre du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) dont les critères de répartition ont été revus dans le cadre de la loi de finances 2017 afin d'inciter les Départements à cofinancer les contrats aidés.

*** Principales évolutions :**

Le montant de l'allocation RSA dépend d'un effet volume (variation du nombre de bénéficiaires) et d'un effet valeur (variation du montant de l'allocation de base).

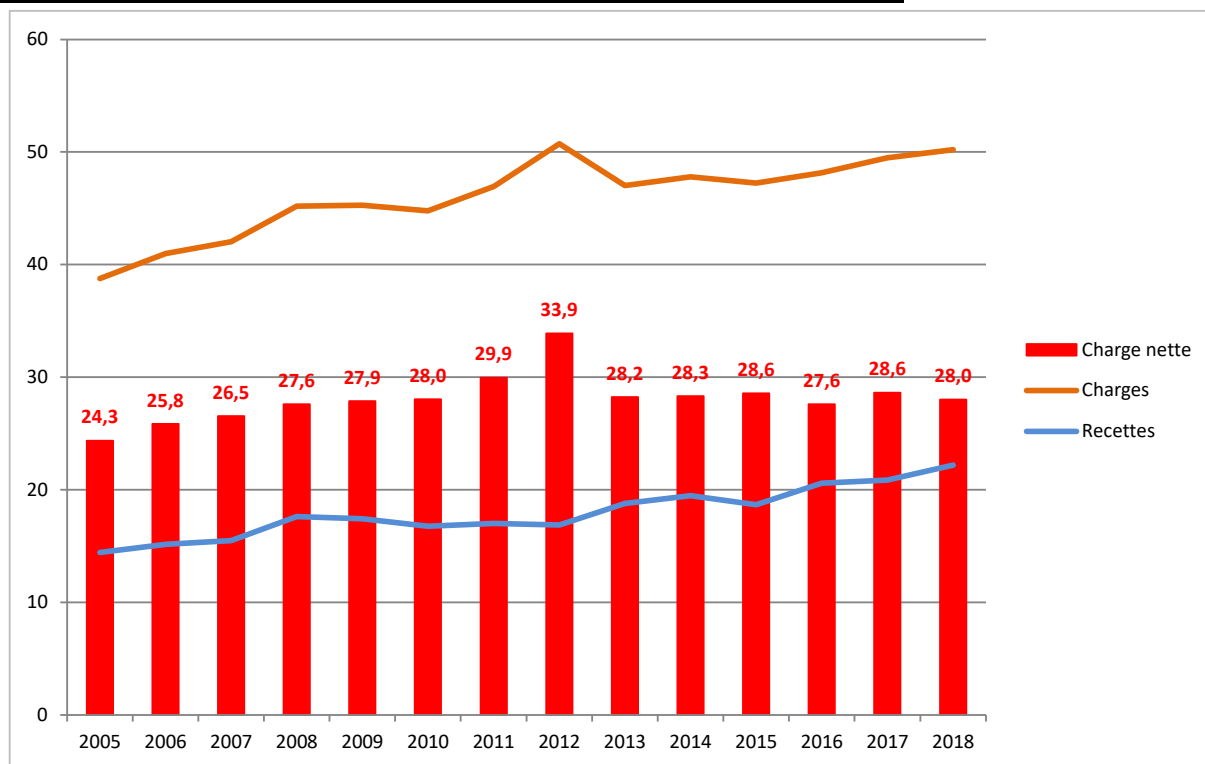
Après des années de forte progression, le nombre de foyers allocataires du RSA est en diminution depuis décembre 2015. Cette baisse pourrait notamment s'expliquer par une amélioration du contexte économique qui reste toutefois moins favorable aux publics les plus fragiles.

Le montant de l'allocation est principalement impacté par des revalorisations annuelles dans le cadre du Plan de lutte contre la pauvreté (2% par an 2013 à 2017) et en fonction de l'inflation.

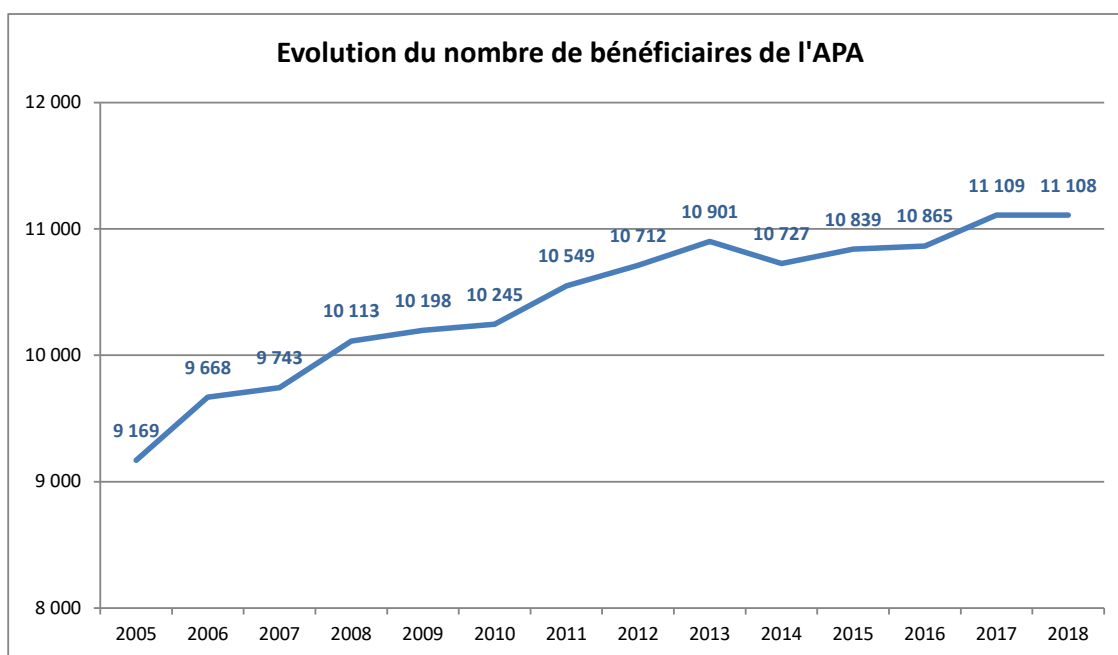
Alors que la hausse des dépenses en faveur du RSA était continue depuis 2011, il est constaté depuis l'année 2017, une diminution du montant des dépenses, du fait d'une baisse du montant de l'allocation versée.

2. APA

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	212,3	237,3	47,2	48,2	49,5	50,2	644,6
Recettes	80,1	88,9	18,7	20,6	20,9	22,2	251,3
Charge nette	132,2	148,4	28,6	27,6	28,6	28,0	393,4



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 393,4 M€



*** Objet :**

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, instaurée par la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées résidant à domicile ou en établissements, est servie et financée par le Département depuis le 1er janvier 2002. Elle permet de couvrir les frais induits par la dépendance à domicile ou en établissement.

Pour financer l'APA, la loi a créé un Fonds de Financement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (FFAPA) remplacé depuis le 1er juillet 2004, dans le cadre de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la Solidarité par l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

*** Principales évolutions :**

Après une montée en charge importante du dispositif lors des premières années de mise en place, l'utilisation d'un référentiel d'évaluation mis en place au 1er janvier 2012 avec une seconde version en septembre 2013 a permis d'aboutir à une meilleure adéquation entre les interventions proposées à domicile et le renforcement de la qualité de la prise en charge.

L'application des mesures de la loi d'adaptation de la société au vieillissement a permis une augmentation de la prise en charge des besoins des personnes du fait des relèvements des plafonds de l'APA et nécessité l'examen des situations des personnes les plus dépendantes. L'évaluation multidimensionnelle de l'APA permet également le repérage des besoins de répit des proches aidants.

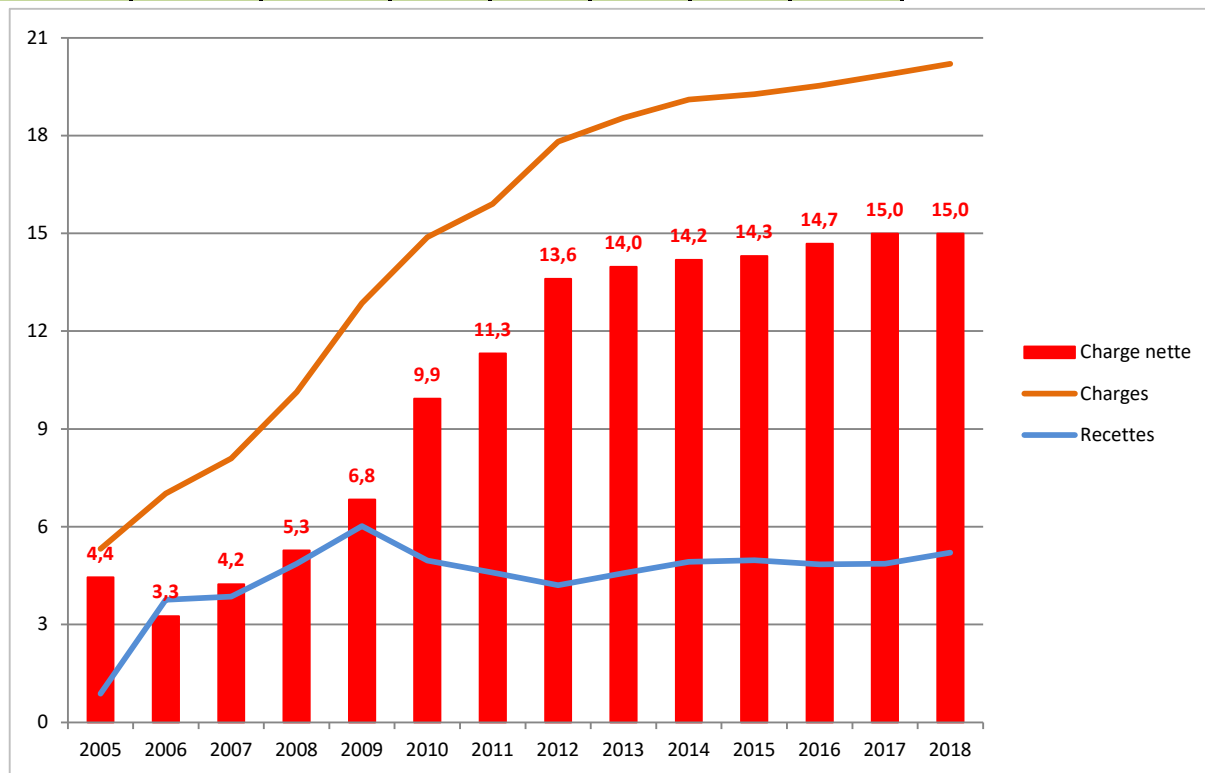
Au 31 décembre 2018, le nombre total de bénéficiaires (droits payés) à domicile et en établissement était de **11 108** (en stabilité par rapport à 2017).

Le nombre de bénéficiaires à domicile a baissé entre fin 2014 et fin 2016 de -1,83%. Il a progressé de +2,70% en 2017 avec 4 950 bénéficiaires contre 4 820 en 2016. Cette augmentation est liée aux prestations diverses (portage de repas, télé assistance, accueil de jour, produits pour incontinence). Au 31-12-2018, il y avait **4 920 bénéficiaires** à domicile soit une stagnation par rapport à 2017.

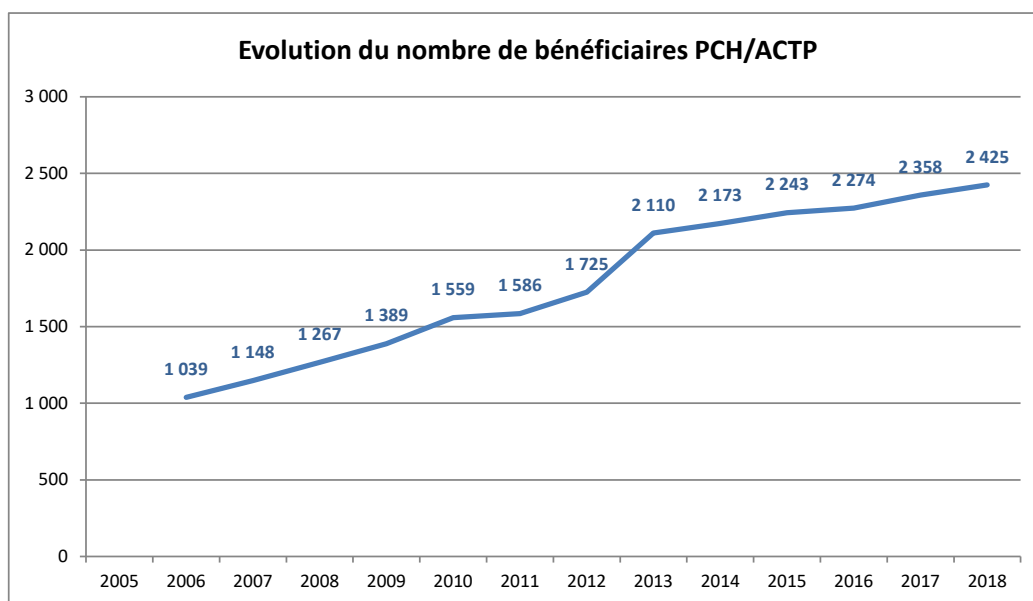
On constate, par ailleurs, une augmentation continue des bénéficiaires en établissement de l'ordre de +2,4 % entre 2014 et 2015, de +1,4 % entre 2015 et 2016, de +1,88 % entre 2016 et 2017 et de 0,47 % entre 2017 et 2018 (6 188 bénéficiaires au 31-12-18 contre 6 159 en 2017).

3. ACTP, PCH et MDPH

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	43,4	86,3	19,3	19,5	19,9	20,2	208,5
Recettes	19,4	23,2	5,0	4,8	4,9	5,2	62,5
Charge nette	24,0	63,0	14,3	14,7	15,0	15,0	146,0



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 146,0 M€



*** Objet :**

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées réaffirme le droit pour la personne à la compensation des conséquences de son handicap, quels que soient la nature de sa déficience, son âge et son mode de vie.

Il est prévu :

- la mise en place des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP),
- la création de la prestation de compensation du handicap (PCH) versée par le Département avec l'ouverture des droits aux enfants depuis le 1^{er} avril 2008.

Le financement de la MDPH est assuré par le concours financier de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), le Département et les subventions et concours financiers d'autres personnes morales publiques et privées (Direction départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), DIRRECTE...). La PCH est financée par le Département avec le concours de la CNSA.

*** Principales évolutions :**

L'élaboration en 2013 d'un guide PCH pour les plus de 20 ans a permis une uniformisation des pratiques en Sarthe sachant que la Caisse Nationale de Solidarité adresse régulièrement aux MDPH des guides pratiques d'évaluation pour permettre d'être au plus près des besoins de la personne handicapée.

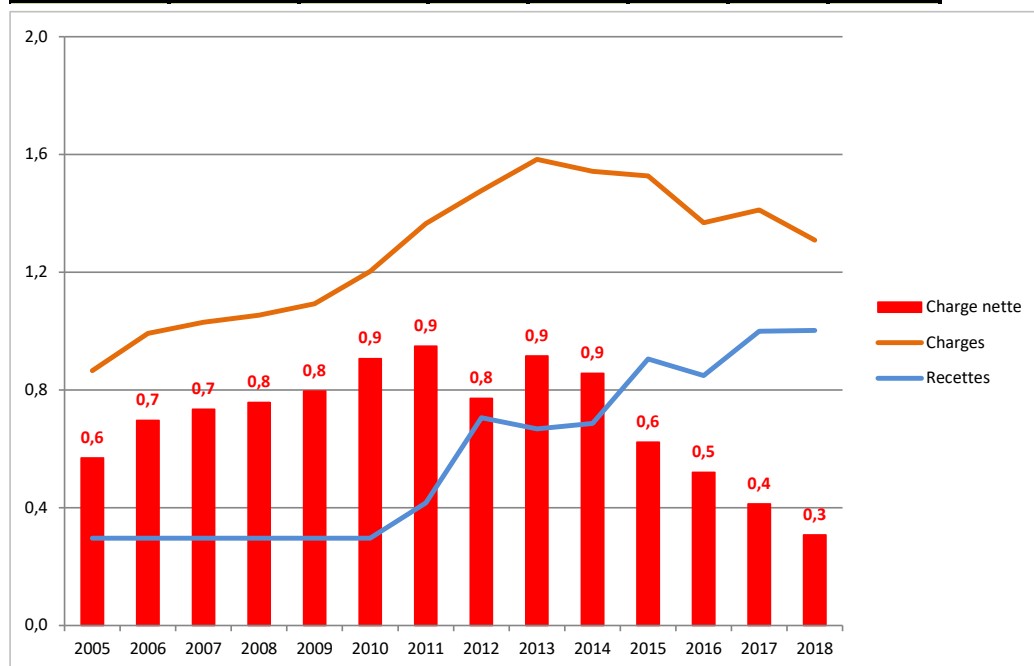
Le nombre de bénéficiaires de la PCH progresse de 4,5% entre 2017 et 2018 avec une relative stabilité des moins de 20 ans. La dépense PCH (domicile et établissement) progresse régulièrement depuis sa mise en œuvre en 2006. Celle-ci est d'autant plus marquée depuis 2010 avec l'ouverture des droits aux moins de 20 ans. Globalement les dépenses liées à la PCH (y compris avec les moins de 20 ans) progressent de 2,95 % entre 2017 et 2018 (+ 2,90 % entre 2016 et 2017).

S'agissant de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) la dépense diminue chaque année en corrélation avec le nombre de bénéficiaires (-4,83% entre 2018 et 2017 et -4,11% entre 2017 et 2016).

Pour permettre la poursuite de l'approche maîtrisée de ces allocations, l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH porte une attention particulière lors des révisions ou des renouvellements où des heures de services ménagers ont été constatées. Une vigilance est aussi apportée aux plans où la solidarité familiale se cumule avec du dédommagement de l'aidant.

4. CLIC, CIDPA, MAIA

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	5,0	7,2	1,5	1,4	1,4	1,3	17,8
Recettes	1,5	2,8	0,9	0,8	1,0	1,0	8,0
Charge nette	3,6	4,4	0,6	0,5	0,4	0,3	9,8



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 9,8 M€

* **Objet :**

La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, a confié aux seuls départements la mission de coordination gérontologique et leur a transféré la compétence des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC).

De plus, les agents du CIDPA ont été intégrés au Département au 1er juillet 2011 et ceux des CLIC entre le 1er juillet 2012 et le 1er janvier 2013.

Les CLIC assurent l'accueil, l'écoute, l'information, la coordination auprès des personnes âgées. Ils réalisent les évaluations pour le compte de la CARSAT (convention de partenariat entre le Département et la CARSAT). Le CIDPA réalise des documents d'information thématiques à destination des usagers et professionnels.

Le Département est par ailleurs porteur des dispositifs MAIA. Ces derniers sont cofinancés par l'Agence régionale de Santé et le Département.

* **Principales évolutions :**

Depuis 2015, les CLIC assurent l'accueil et l'information niveau 1 auprès des personnes en situation de handicap en relais de la MDPH sur les territoires.

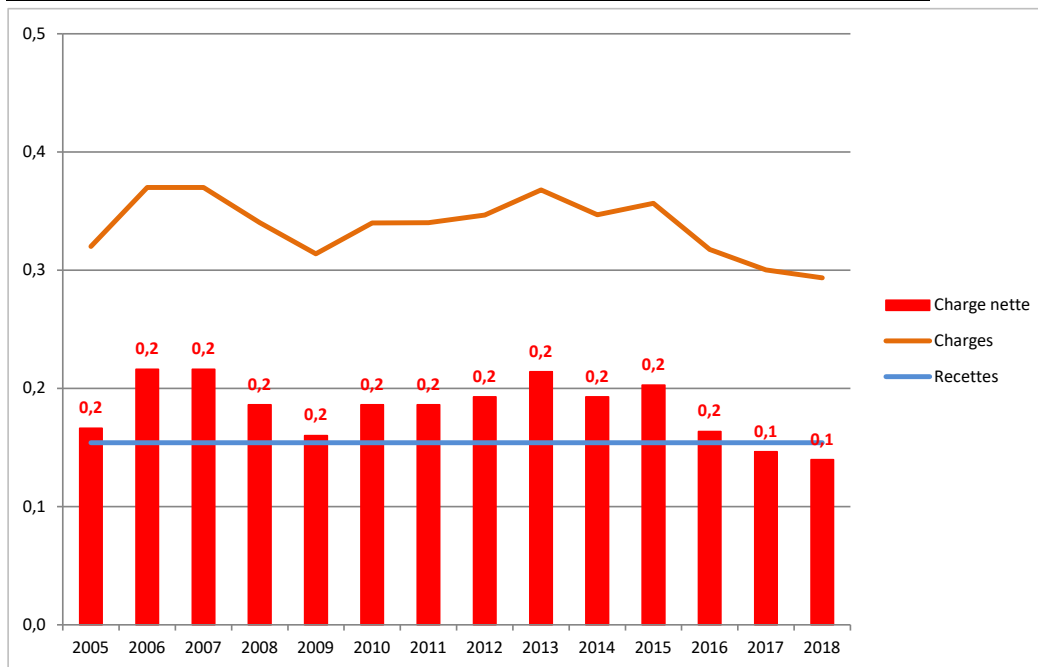
En 2016, le Département a répondu à un nouvel appel à candidatures de l'ARS pour le déploiement des dispositifs MAIA. Quatre dispositifs ont été mis en place (MAIA 1 : Vallée de la Sarthe Vallée du loir – MAIA 2 : Le Mans – MAIA 3 : Nord Sarthe – Perche Sarthois – MAIA 4 : Couronne Mancelle).

Ce dispositif permet une plus grande proximité des équipes auprès des usagers suivis et un travail de proximité avec les partenaires.

5. Fonds d'aide aux jeunes

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	1,7	1,7	0,4	0,3	0,3	0,3	4,7
Recettes	0,8	0,8	0,2	0,2	0,2	0,2	2,2
Charge nette	0,9	1,0	0,2	0,2	0,1	0,1	2,6

1.



2. CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 2,6 M€

* **Objet :**

La Loi du 13 août 2004 relative aux Libertés et Responsabilités locales a confié la responsabilité au Département pour attribuer des aides aux jeunes en difficulté par la mise en place du Fonds départemental d'Aide aux Jeunes (pilotage et gestion du dispositif).

Un Règlement intérieur départemental précise les conditions d'attribution des aides allouées aux jeunes de 18 à 25 ans en difficulté (aides financières individuelles, mesures d'accompagnement social et financement d'actions collectives en lien avec les problématiques repérées).

L'attribution des aides individuelles s'effectue dans le cadre d'un Comité d'examen (1 par zone) par le Responsable de Circonscription (secrétariat assuré par les Missions Locales, gestion des aides financières individuelles par l'association INALTA, partenariat avec CAFS, dans le cadre de conventions).

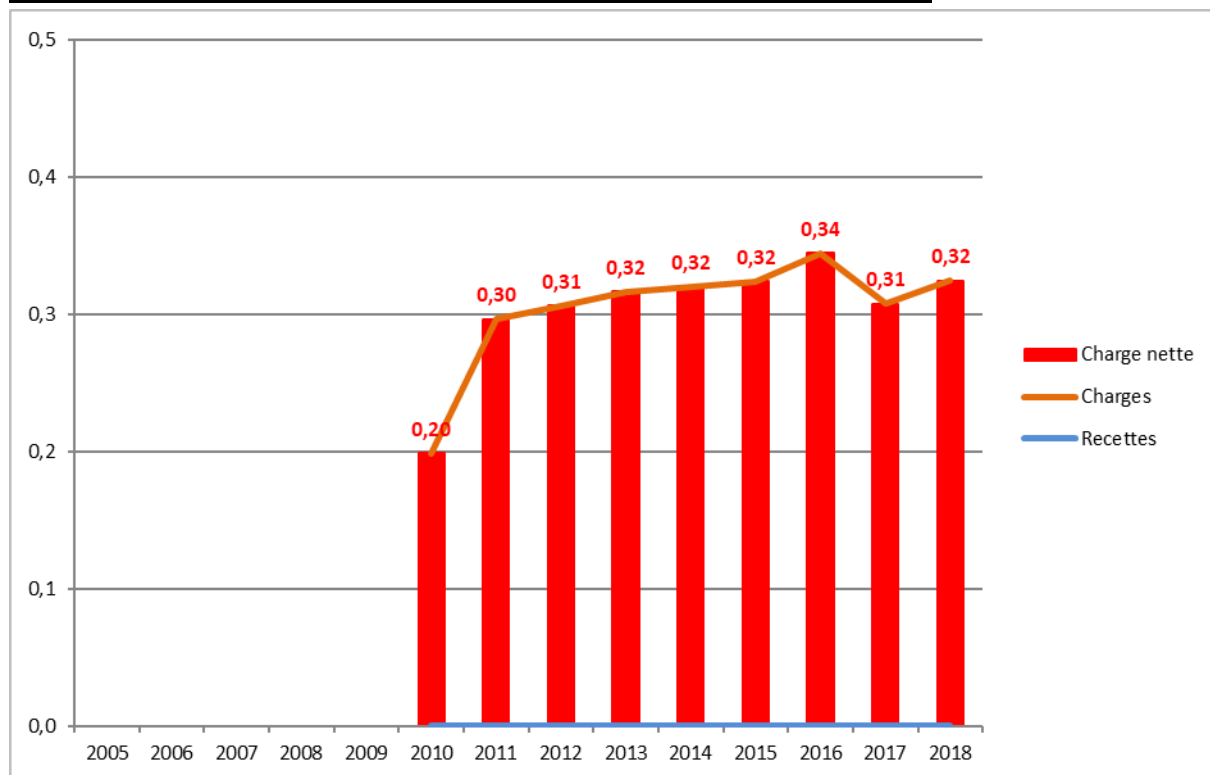
* **Principales évolutions :**

Le nombre des aides accordées en 2018 est légèrement supérieur à 2017 (+ 78). Le coût moyen de l'aide financière a sensiblement baissé (131 € en 2018 contre 143 € en 2017). Le nombre de mois-mesures d'accompagnement social validés en 2018 est lui quasi stable (151 jeunes concernés par cet accompagnement en 2018).

Depuis 2016, la charge nette annuelle baisse sensiblement d'une année sur l'autre en lien avec la mise en place du dispositif garantie jeunes.

6. Protection juridique des majeurs

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	0,0	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3	2,7
Recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charge nette	0,0	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3	2,7



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 2,7 M€

* **Objet :**

La loi du 05/03/2007 réformant la protection juridique des majeurs a supprimé les mesures de tutelles aux prestations sociales (TPSA) financées auparavant par l'Etat et a mis place de nouvelles mesures appelées MASP (mesure d'accompagnement social personnalisé) financées par le Département.

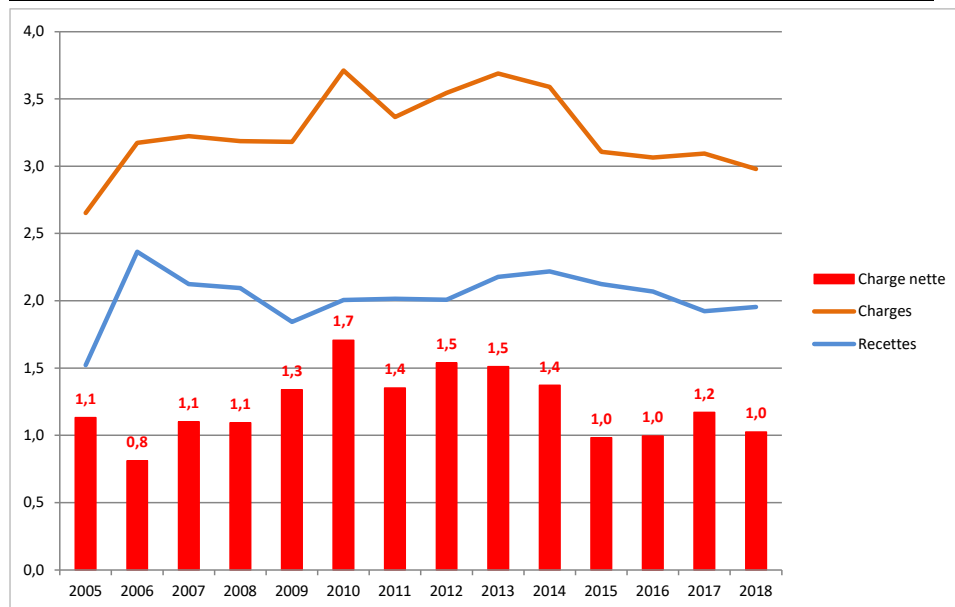
Les MASP sont des mesures administratives destinées aux personnes bénéficiaires de prestations sociales qui ont des difficultés à les gérer.

* **Principales évolutions :**

Les premières MASP ont été mise en œuvre en 2009. Après une montée du nombre de mesures de 2009 à 2011, l'activité sur les dernières années reste relativement stable. En 2018, 60 MASP simples ont été contractualisées contre 82 en 2017. S'agissant des MASP renforcées, celles-ci ont légèrement augmenté en 2018 (108 mesures en 2018 contre 104 en 2017). En 2018, la mise en œuvre des MASP renforcées était déléguée par convention à deux prestataires, la Sauvegarde Mayenne Sarthe (devenue Inalta en 2019) et l'Association Tutélaire Hélianthe.

7. Fonds de Solidarité Logement

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	15,4	17,9	3,1	3,1	3,1	3,0	45,6
Recettes	9,9	10,4	2,1	2,1	1,9	2,0	28,4
Charge nette	5,5	7,5	1,0	1,0	1,2	1,0	17,1



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 17,1 M€

* **Objet :**

Depuis le 01/01/2005, en vertu de l'article 65 de la loi du 13 août 2004, le Département gère directement le Fonds de Solidarité pour le Logement : accès au logement, maintien dans le logement (prise en charge d'impayés de loyers, d'impayés d'eau et d'impayés d'énergie) ainsi que l'accompagnement social lié au logement.

* **Principales évolutions :**

Accès au logement : 1 518 demandes d'aides à l'accès au logement ont été validées en 2018 (-20% par rapport à 2017), 2 104 dossiers de propositions de logements ont été examinés (-3,4% par rapport à 2017).

Maintien dans le logement : il est constaté une augmentation du nombre des dossiers déposés pour des impayés de loyers et une baisse du nombre des dossiers déposés pour les impayés d'énergie et d'eau :

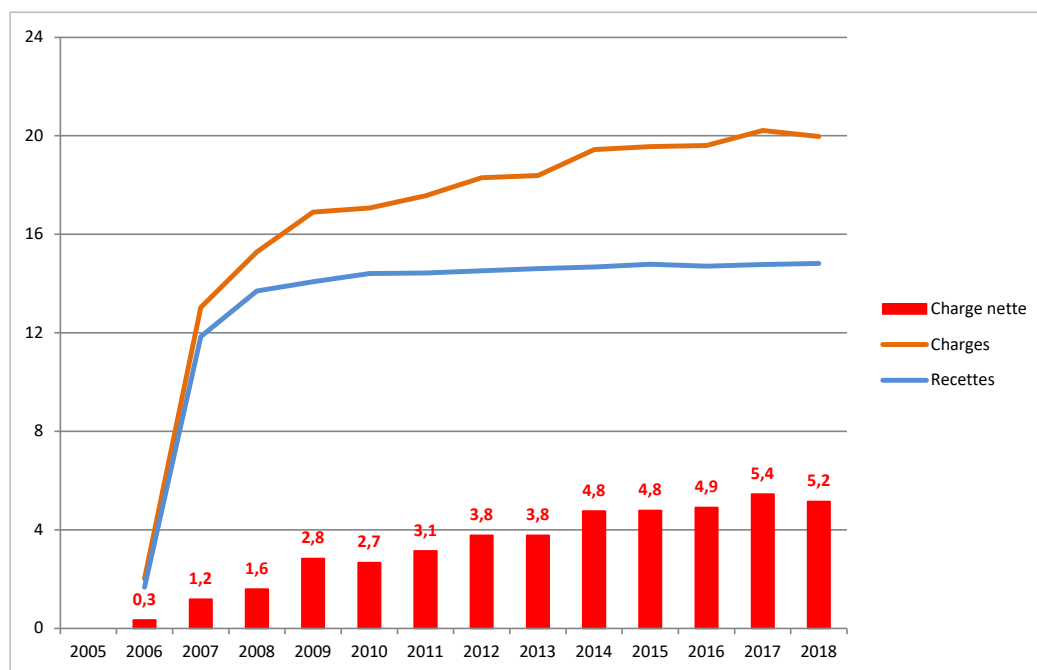
- impayés de loyer : 979 dossiers en 2018 contre 855 en 2017, soit +14,5%,
- impayés d'énergie : 2 012 dossiers en 2018 contre 2 461 en 2017, soit -18,2%,
- impayés d'eau : 1 875 dossiers en 2018 contre 1 927 en 2017, soit -2,7%.

Le nombre de ménages faisant l'objet d'un accompagnement social est en nette augmentation (545 ménages accompagnés en 2018 contre 470 en 2017).

Le montant des dépenses ayant été moindre, avec une stabilité du montant des recettes, la charge nette du FSL tend à diminuer en 2018.

8. Education : TOS collèges, Forfait externat collèges privés et FARPI

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	47,2	90,8	19,6	19,6	20,2	20,0	217,4
Recettes	41,3	72,6	14,8	14,7	14,8	14,8	173,0
Charge nette	6,0	18,1	4,8	4,9	5,4	5,2	44,4



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 44,4 M€

* **Objet :**

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales :

- le recrutement et la gestion des Agents Techniques Territoriaux des Etablissements d'Enseignement (ATTEE) exerçant leurs missions dans les collèges est assuré par le Département,
- le forfait d'externat "part personnel d'entretien" (hors demi-pension et internat) est versé depuis le 1er janvier 2007 par les départements aux établissements d'enseignement privé,
- la participation des familles (FARPI) à la rémunération des personnels ATTEE est désormais perçue par les départements.

* **Principales évolutions :**

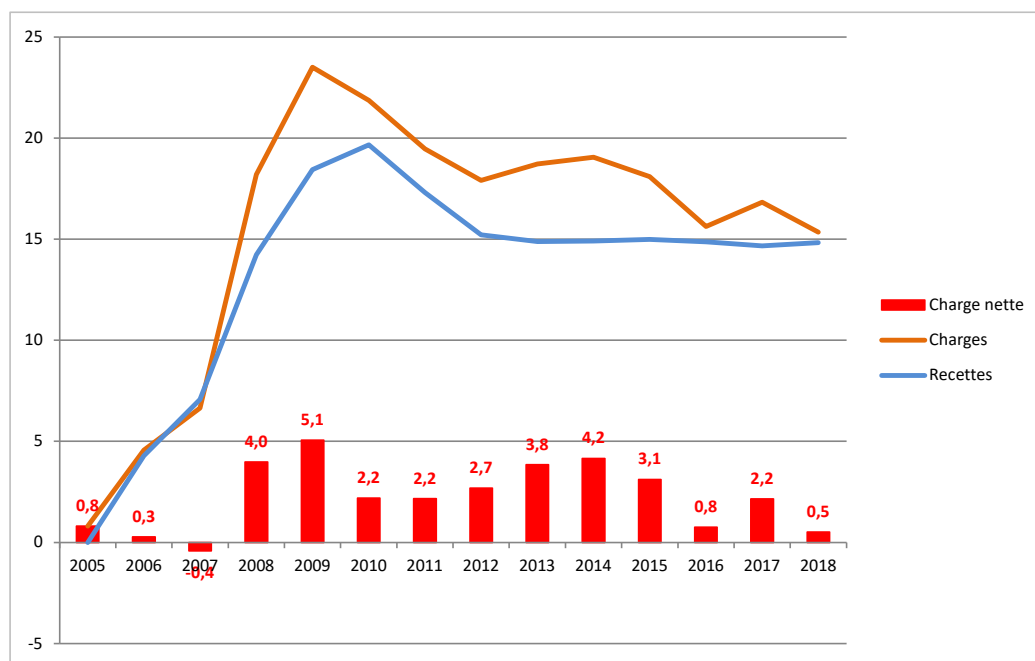
On constate :

- une augmentation des dépenses de personnels ATTEE due aux allocations chômage des contractuels, des contrats aidés, des remplacements d'absence et au coût GVT, c'est-à-dire les avancements d'échelons, de grades, la GIPA ;
- une augmentation du forfait d'externat versé aux collèges privés, liée à la hausse des effectifs des élèves sur ces dernières années.

Par ailleurs, les recettes perçues auprès des familles et commensaux au titre du Farpi sont en légère hausse suite à l'augmentation en 2017 du tarif du repas et du taux de participation des usagers du service de restauration à la rémunération des agents techniques des collèges.

9. Routes

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	53,7	97,0	18,1	15,6	16,8	15,4	216,6
Recettes	44,0	82,0	15,0	14,9	14,7	14,8	185,3
Charge nette	9,7	15,0	3,1	0,8	2,2	0,5	31,3



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 31,3 M€

* **Objet :**

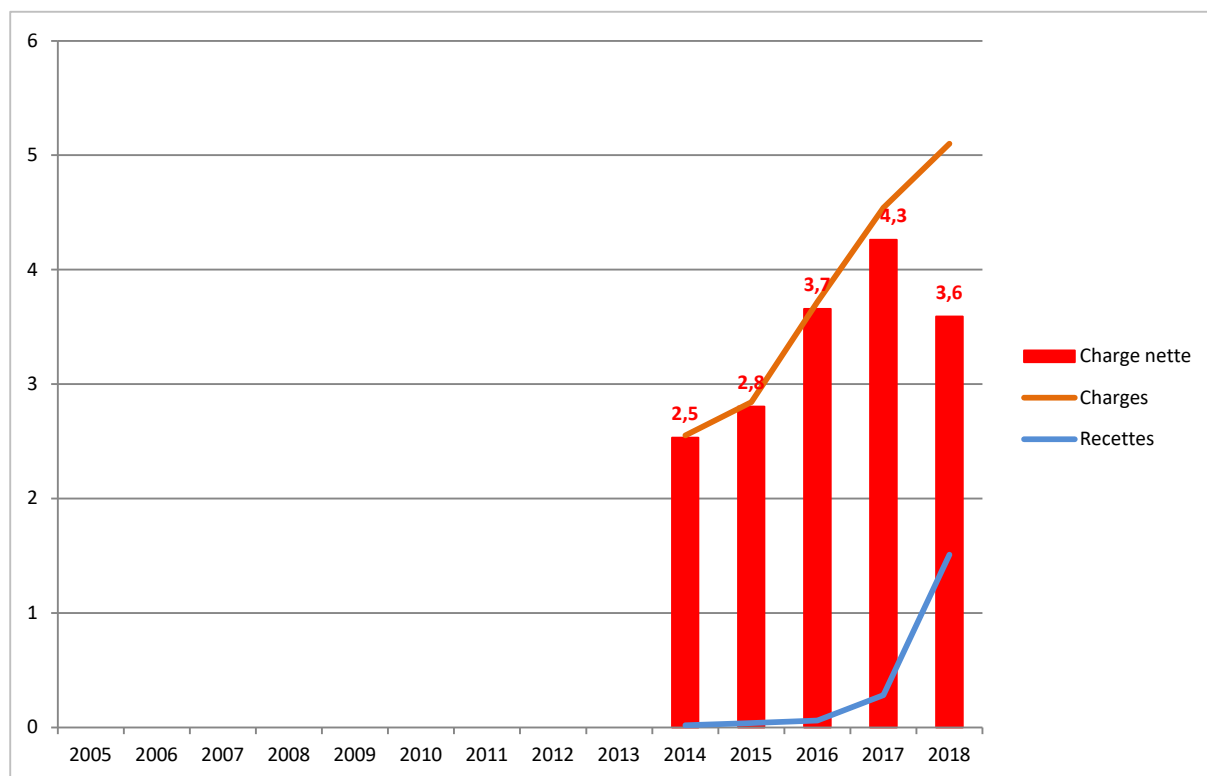
Le transfert de l'Etat au Département de la Sarthe de l'entretien et de l'investissement sur les 297 kilomètres de routes nationales a été effectif au 01/01/2006. Il s'est accompagné du transfert financier correspondant aux charges de personnel et à l'entretien routier. En revanche, pour l'investissement, seule la participation de l'Etat au Programme Régional d'Action de Sécurité (PRAS) a fait l'objet d'une compensation basée sur les cinq années précédant le transfert, soit jusqu'en 2011.

* **Principales évolutions :**

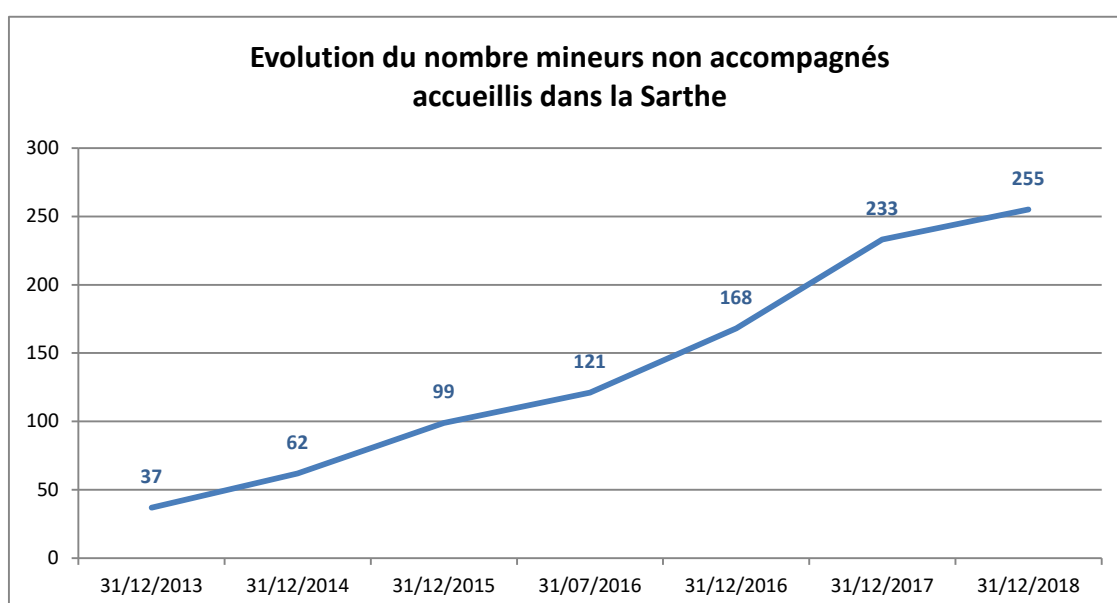
Pour le Département de la Sarthe, cette absence de compensation se traduit, si l'on se réfère à la contribution de l'Etat dans le volet routier du CPER 2000-2006 et, lorsque les opérations qui y sont inscrites seront terminées, par une perte d'environ 2 M€/an. Cependant, ce manque à gagner est atténué par l'engagement de l'Etat à participer, à hauteur de 8 M€ à la déviation de Saint-Calais. Par ailleurs il convient de noter que la maîtrise d'ouvrage du diffuseur de Connerré-La chapelle Saint Rémy-Beillé est assurée par Vinci autoroutes réseau Cofiroute avec une prise en charge financière à hauteur de 50 %.

10. Mineurs non accompagnés

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	0,0	2,6	2,8	3,7	4,5	5,1	18,8
Recettes	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	1,5	1,9
Charge nette	0,0	2,5	2,8	3,7	4,3	3,6	16,9



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 16,9 M€



*** Objet :**

Un protocole national signé entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France est entré en vigueur le 31 mai 2013. Il a été complété par des Circulaires du Ministère de la Justice qui déclinent les aspects pratiques du dispositif.

Ce dispositif a vocation à répartir les Mineurs Isolés Etrangers (MIE) sur l'ensemble du territoire au titre d'une entraide nationale a été intégré dans la loi du 14 mars 2016 au titre de la protection de l'enfance. La dernière circulaire du 25 janvier 2016, modifie l'appellation du dispositif MIE pour la dénomination de Mineurs Non Accompagnés.

*** Principales évolutions :**

Les arrivées de primo-arrivants ont été en constante augmentation depuis 2013 et semblent depuis 2017 être en voie de stabilisation (+ 22 primo arrivant en 2017 contre + 65 en 2017). Le champ de l'évaluation de la minorité et de l'isolement est très chronophage face de nombreux majeurs qui se font passer pour des mineurs. 676 MNA ont été présents au moins une journée en Sarthe en 2018 pour 443 entrées dont 338 primo-arrivants. Au 31 décembre 2018, 255 MNA étaient présents dont 38 majeurs suivis au titre d'un Contrat Jeunes Majeurs.

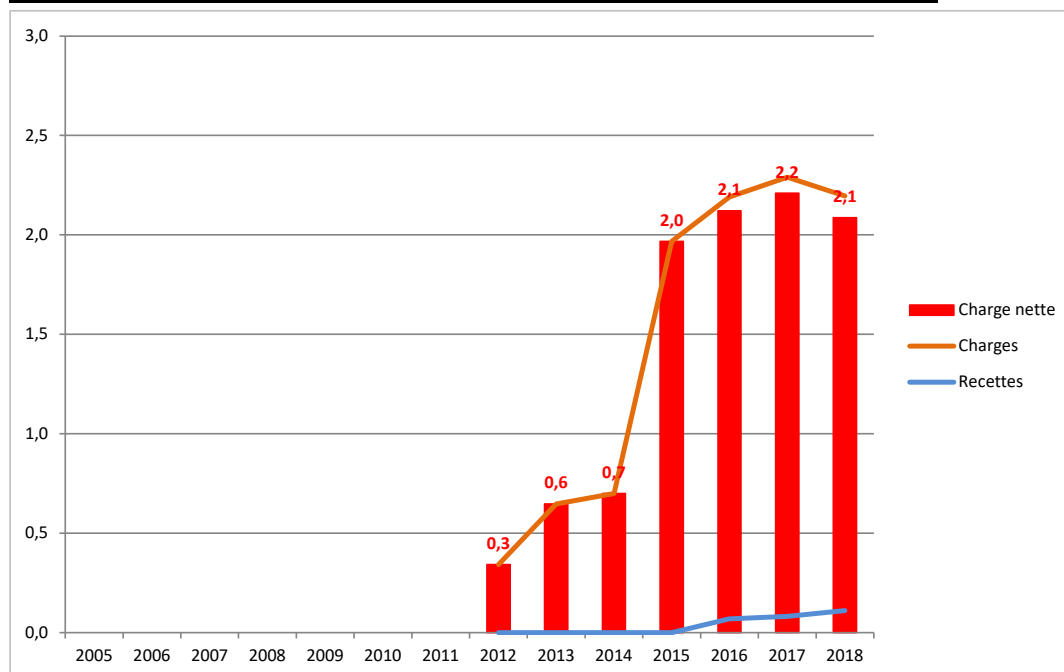
L'équipe ASE spécifique à l'accompagnement des MNA est composée de 9 agents. Enfin les dépenses brutes 2018 ont progressé de 5,44 % par rapport à 2017 et s'élèvent à plus de 5,0 M€ depuis 2018. Les recettes s'élèvent pour 2018 à 1,508 M€ dont 1,128 M€ au titre de l'aide exceptionnelle de l'Etat pour mise à l'abri complétée par des recettes liées aux évaluations à hauteur de 0,380 M€. Toutefois, on constate toujours des décalages dans la mise en paiement de ces aides par l'Etat.

MIE

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses de prise en charge	0	0	2 552 000	2 841 000	3 717 902	4 541 534	4 745 142
Cout global budget solidarité *			2 552 000	2 841 000	3 717 902	4 541 534	4 745 142
Frais de structure	0	0	0	0	0	0	388 646
Frais personnel							308 981
Coûts induits							79 665
Total Recettes	0	0	19 250	37 750	60 000	281 228	1 508 487
Base forfaitaire de 250/5 jours d'évaluation			19 250	37 750	60 000	281 228	1 508 487
Charge nette	0	0	2 532 750	2 803 250	3 657 902	4 260 306	3 625 301

11. Maintenance informatique dans les collèges

en Millions d'€	2005-2009	2010-2014	2015	2016	2017	2018	Cumul
Charges	0,0	1,7	2,0	2,2	2,3	2,2	10,3
Recettes	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3
Charge nette	0,0	1,7	2,0	2,1	2,2	2,1	10,1



CHARGE NETTE CUMULEE POUR LE DEPARTEMENT : 10,1 M€

* **Objet :**

Concernant la maintenance informatique des collèges, c'est la loi de refondation de l'école (dite loi Peillon) de juillet 2013 qui confie cette compétence aux départements (« l'acquisition et la maintenance des infrastructures et des équipements »).

* **Principales évolutions :**

Les charges sont constituées d'une part de charges de personnel.

D'autre part, en 2014, le département, tenant compte de la loi Peillon et de la situation des collèges sarthois, a lancé, dans le cadre du plan collège, un marché de modernisation et de maintenance des infrastructures et des équipements informatiques. Il apparaît donc à partir de fin 2014 et les années suivantes, des charges d'investissement liées à cette modernisation et progressivement des coûts de fonctionnement liés aux charges de maintenance sous-traitée auprès du titulaire du marché.

III. ANNEXES

1. Tableaux de calcul détaillés par compétence

RMI/RSA

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Prestations versées	35 185 515	40 987 865	42 003 847	39 818 214	44 165 798	52 101 268	52 781 919
Allocation RMI	34 679 847	38 022 119	37 293 715	36 056 427	18 512 432	129 352	190 573
Allocation RSA socle					18 265 780	39 409 324	40 924 306
Allocation RSA ex API					4 243 337	8 973 536	9 232 302
Allocation RMA	358 831	681 381	858 532	836 811	547 836	260 475	45 481
Allocation Contrats aidés	146 837	2 284 365	3 851 601	2 924 976	2 596 414	3 328 581	2 389 257
Opérations comptables	170 979	108 258	167 005	344 265	268 340	230 667	284 213
remises gracieuses	149 799	84 816	65 089	83 021	50 691	32 685	12 951
admissions en non valeur	21 180	23 442	101 916	261 244	217 649	197 982	271 262
Frais structure	665 376	879 163	966 721	1 021 793	1 347 203	1 347 183	1 263 373
Frais personnel	484 845	709 120	773 324	809 923	1 041 515	1 072 748	1 007 895
Coûts induits	180 532	170 044	193 398	211 870	305 687	274 435	255 478
Recettes compensation	31 909 177	32 154 307	32 602 796	32 402 090	34 915 960	38 458 426	40 683 123
TIPP(compensation Etat)	28 950 261	28 792 427	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344
TIPP RSA API					2 609 037	5 903 933	7 782 305
FMDI (sauf 2005 TIPP)	2 958 916	3 361 880	3 731 452	3 462 481	3 019 242	3 532 145	3 755 154
Recettes DDAS				68 265	69 280		
TSCA					347 057	151 004	274 320
Opérations comptables	559 697	1 284 835	1 134 812	1 322 123	1 228 800	968 040	793 569
Recettes Indus (7531 7532 75342 75343)	559 697	1 282 464	1 090 273	1 216 233	1 212 642	904 465	788 885
Remboursements divers	0	2 371	44 539	105 890	16 158	63 574	4 685
Charge nette	3 552 996	8 536 145	9 399 965	7 460 059	9 636 581	14 252 652	12 852 813

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prestations versées	55 759 154	59 444 478	65 380 806	68 295 090	69 731 268	68 035 893	66 020 231
Allocation RMI	96 838	65 995	22 180	15 097	985	20 024	0
Allocation RSA socle	42 400 249	45 792 015	50 922 917	54 972 726	55 137 345	53 484 027	52 386 461
Allocation RSA ex API	9 288 938	10 014 197	10 948 964	11 126 529	10 960 222	10 856 376	10 968 328
Allocation RMA							
Allocation Contrats aidés	3 973 129	3 572 270	3 486 746	2 180 738	3 632 717	3 675 468	2 665 442
Opérations comptables	661 666	205 130	157 622	269 319	324 173	637 009	430 545
remises gracieuses	23 829	10 860	7 925	33 392	13 037	4 277	1 822
admissions en non valeur	637 837	194 270	149 698	235 927	311 136	632 733	428 723
Frais structure	1 323 954	1 448 543	1 493 305	1 374 749	1 359 838	1 543 929	1 296 373
Frais personnel	1 050 893	1 119 070	1 168 281	1 085 267	1 111 932	1 284 700	1 028 174
Coûts induits	273 061	329 473	325 024	289 482	247 906	259 229	268 199
Recettes compensation	40 906 324	39 769 616	39 869 411	39 777 290	39 607 334	39 517 057	39 477 404
TIPP(compensation Etat)	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344	28 871 344
TIPP RSA API	8 210 676	7 145 400	7 145 400	7 145 400	7 145 400	7 145 400	7 145 400
FMDI (sauf 2005 TIPP)	3 549 984	3 478 552	3 578 347	3 486 226	3 316 270	3 225 993	3 186 340
Recettes DDAS							
TSCA	274 320	274 320	274 320	274 320	274 320	274 320	274 320
Opérations comptables	1 190 398	500 681	690 761	790 286	681 511	600 078	557 862
Recettes Indus (7531 7532 75342 75343)	1 167 085	479 794	680 230	776 820	666 360	583 699	530 518
Remboursements divers	23 313	20 887	10 531	13 465	15 151	16 379	27 344
Charge nette	15 648 052	20 827 854	26 471 561	29 371 583	31 126 434	30 099 696	27 711 882

APA

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses							
Prestations APA	38 695 424	40 946 035	41 940 460	45 127 608	45 193 650	44 693 976	46 858 830
Mts financiers	73 666	30 627	87 581	67 856	91 533	94 304	78 014
Total	38 769 090	40 976 662	42 028 041	45 195 464	45 285 183	44 788 280	46 936 845
Recettes							
Dotations Etat	13 727 426	14 396 868	15 008 048	16 872 757	16 548 973	16 019 496	16 492 418
Mts financiers	696 555	746 122	479 006	732 198	869 180	736 042	502 178
Total	14 423 981	15 142 989	15 487 054	17 604 955	17 418 153	16 755 538	16 994 596
Charge nette	24 345 109	25 833 673	26 540 987	27 590 509	27 867 029	28 032 743	29 942 248
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses							
Prestations APA	50 641 217	46 997 738	47 752 395	47 213 137	48 120 597	49 461 519	50 183 174
Mts financiers	95 458	35 870	38 377	29 262	41 872	14 987	15 197
Total	50 736 675	47 033 608	47 790 772	47 242 399	48 162 469	49 476 506	50 198 371
Recettes							
Dotations Etat	15 915 932	18 344 189	18 964 625	18 042 165	19 968 755	20 277 727	21 585 984
Mts financiers	951 290	446 876	513 398	626 869	607 439	580 676	607 239
Total	16 867 222	18 791 065	19 478 023	18 669 034	20 576 194	20 858 402	22 193 223
Charge nette	33 869 453	28 242 543	28 312 749	28 573 365	27 586 275	28 618 104	28 005 148

ACTP - PCH - MDPH

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Participation MDPH		203 222	368 472	523 955	450 355	452 060	515 000
Fonds de compensation		650 000	152 449	0	0	0	
		853 222	520 921	523 955	450 355	452 060	515 000
ACTP	5 205 089	5 503 904	4 501 938	3 908 337	4 478 942	4 108 960	3 998 877
PTLH	118 237	89 355					
PCH		563 305	3 066 614	5 663 233	7 771 782	9 032 625	10 011 494
PCH moins de 20 ans						1 203 663	1 337 381
Honoraires							3 999
Remises gracieuses		11 480	1 917	39 400	116 522	87 360	28 592
Titres annulés					38 471	2 396	8 364
Total	5 323 326	6 168 043	7 570 470	9 610 969	12 405 717	14 435 005	15 388 708
Recette Dotation CNSA	880 161	3 762 000	3 853 000	4 566 747	5 549 512	4 570 393	4 260 000
Mandats annulés 773 PCH				296 861	473 383	0	15 171
Indus PCH						389 088	316 829
Charge nette "allocations"	4 443 164	2 406 043	3 717 470	4 747 362	6 382 822	9 475 524	10 796 708
Charge nette avec MDPH	4 443 164	3 259 265	4 238 391	5 271 317	6 833 177	9 927 584	11 311 708
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Participation MDPH	515 000	676 730	610 000	610 000	600 000	600 000	600 000
Fonds de compensation							
	515 000	676 730	610 000	610 000	600 000	600 000	600 000
ACTP	3 767 380	3 548 351	3 399 439	3 206 123	3 128 697	3 000 072	2 855 047
PTLH			0	0			
PCH	11 774 418	12 372 401	13 092 314	13 723 523	14 155 804	14 449 269	14 680 513
PCH moins de 20 ans	1 573 117	1 832 578	1 965 617	1 706 504	1 620 716	1 784 832	2 033 291
Honoraires	14 555	14 528	14 879	10 658	9 989	9 082	18 763
Remises gracieuses	18 664	86 518	21 639	5 907	12 351	14 943	6 440
Titres annulés	147 105	12 794	2 676	7 563	2 688	1 207	5 033
Total	17 295 238	17 867 170	18 496 563	18 660 277	18 930 245	19 259 404	19 599 087
Recette Dotation CNSA	3 927 270	4 344 565	4 574 606	4 692 779	4 652 842	4 722 097	4 921 707
Mandats annulés 773 PCH	71 254	58 953	69 097	75 232	72 196	78 840	100 967
Indus PCH	203 033	166 039	274 872	199 055	119 818	64 900	184 752
Charge nette "allocations"	13 093 682	13 297 614	13 577 988	13 693 212	14 085 389	14 393 568	14 391 660
Charge nette avec MDPH	13 608 682	13 974 344	14 187 988	14 303 212	14 685 389	14 993 568	14 991 660

CLIC CODERPA

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<u>Participations versées</u>	865 075	991 951	1 029 807	1 053 357	1 092 426	1 202 343	1 044 041
coordination gérontologique	865 075	991 951	1 029 807	1 053 357	1 092 426	1 202 343	1 044 041
<u>Frais structure</u>	0	0	0	0	0	0	320 537
Personnel intégré a/c de 2011 (CLIC MAIA)							185 135
Coûts induits							78 266
Personnel extérieur (AHS)							57 136
<u>Recettes</u>	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	416 461
TSCA (compensation Etat)	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198
Conventions CNSA / ARS							120 263
Dissolution CIDPA							
Charge nette	568 877	695 753	733 609	757 159	796 228	906 145	948 117

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<u>Participations versées</u>	669 174	12 889	0	0	0	0	0
coordination gérontologique	669 174	12 889	0	0			
<u>Frais structure</u>	807 311	1 569 901	1 542 187	1 526 762	1 367 726	1 411 468	1 308 408
Personnel intégré a/c de 2011 (CLIC MAIA)	515 793	1 149 540	1 198 980	1 202 202	1 098 160	1 147 993	1 060 116
Coûts induits	181 090	317 841	298 534	303 166	269 566	263 475	248 292
Personnel extérieur (AHS)	110 428	102 520	44 673	21 394	0		
<u>Recettes</u>	705 736	667 441	686 125	904 489	848 486	999 194	1 001 528
TSCA (compensation Etat)	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198	296 198
Conventions CNSA / ARS	280 000	371 243	389 927	608 291	552 288	702 996	705 330
Dissolution CIDPA	129 538						
Charge nette	770 750	915 349	856 062	622 273	519 240	412 274	306 880

FAJ

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<u>Prestations versées</u>	320 000	370 000	370 000	340 000	313 821	339 883	340 000
abondement a parité avec l'Etat jusqu'en 2011	320 000	370 000	370 000	340 000	301 845	327 907	328 024
financement places jeunes					11 976	11 976	11 976
<u>Frais structure</u>	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement							
<u>Recettes</u>	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918
TSCA (compensation Etat)	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918
Charge nette	166 082	216 082	216 082	186 082	159 903	185 965	186 082

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<u>Prestations versées</u>	346 605	367 825	346 704	356 501	317 364	300 166	293 438
abondement a parité avec l'Etat jusqu'en 2011	334 629	367 825	346 704	356 501	317 364	300 166	293 438
financement places jeunes	11 976	0	0	0			
<u>Frais structure</u>	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement							
<u>Recettes</u>	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918
TSCA (compensation Etat)	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918	153 918
Charge nette	192 687	213 907	192 786	202 583	163 446	146 248	139 520

PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<u>Gestion externe</u>							
MASP renforcées					6 480	99 603	192 214
<u>Gestion interne</u>						98 892	104 390
Masp simples (confiées aux CESF)						83 614	88 823
Gestion du dispositif (1 poste attaché redéployé)						15 278	15 567
Compensation					0	0	0
Charge nette					6 480	198 495	296 604

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<u>Gestion externe</u>							
MASP renforcées	201 976	219 698	230 146	233 825	242 657	208 521	186 965
<u>Gestion interne</u>	104 115	96 690	89 761	89 902	101 683	99 044	137 354
Masp simples (confiées aux CESF)	87 252	79 569	72 370	72 395	82 589	78 095	115 545
Gestion du dispositif (1 poste attaché redé)	16 863	17 121	17 391	17 507	19 094	20 949	21 809
Compensation	0	0	0	0	0	0	0
Charge nette	306 091	316 388	319 907	323 727	344 341	307 565	324 319

FSL

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<u>Prestations versées</u>	2 110 457	2 565 433	2 514 673	2 294 232	2 262 760	2 489 710	2 445 374
Contribution FSL/Pret logement	1 151 034	1 333 953	1 249 566	1 158 492	1 155 985	1 305 258	1 257 685
Prêts	539 852	718 933	674 660	644 030	602 494	736 136	678 120
Impayés énergie	419 571	512 548	581 273	491 710	504 280	448 316	487 101
Autres			9 174	0			22 467
remises gracieuses	4 271	1 351	28 475	13 313	9 399	11 544	4 286
admissions en non valeur			10 660	184 695	203 158	456 967	176 049
<u>Frais structure</u>	538 484	606 967	669 919	694 269	706 389	753 137	740 184
Gestion CAF	72 662	31 010	14 875	6 155	0	0	0
Frais personnel	342 467	434 111	493 973	538 868	557 893	595 151	604 707
Coûts induits	123 356	141 846	161 071	149 246	148 496	157 986	135 477
<u>Recettes</u>	1 520 962	2 364 253	2 123 637	2 094 009	1 842 742	2 005 146	2 014 549
TSCA (compensation Etat)	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605
Autres participations	411 127	435 100	661 143	694 337	574 412	685 056	639 965
Retour prêts CAF	385 805	237 420	67 645	3 034	0	0	0
Retour prêts CG	92 425	327 147	664 951	686 046	636 725	688 485	742 979
titres prêts défailants CAF		732 981	98 293	78 987			
Charge nette	1 132 250	809 499	1 100 090	1 092 501	1 338 963	1 706 211	1 351 343
hors défailants CAF	1 132 250	1 542 481	1 198 384	1 171 488	1 338 963	1 706 211	1 351 343

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<u>Prestations versées</u>	2 403 671	2 676 669	2 421 172	2 144 997	2 043 362	2 037 983	1 893 111
Contribution FSL/Pret logement	1 132 292	1 283 109	1 108 570	885 250	918 067	960 848	915 243
Prêts	853 407	783 398	663 954	737 814	650 895	599 210	519 445
Impayés énergie	398 078	556 350	593 650	496 920	465 316	470 125	449 723
Autres	19 894	53 813	54 998	25 012	9 084	7 800	8 700
remises gracieuses	9 355	4 382	3 914	114	1 504	1 261	179
admissions en non valeur	403 723	302 203	456 254	313 866	290 172	325 464	311 826
<u>Frais structure</u>	728 486	704 910	708 136	647 902	728 540	728 486	773 436
Gestion CAF							
Frais personnel	592 708	573 797	580 058	537 192	591 816	598 877	633 685
Coûts induits	135 778	131 113	128 078	110 710	136 724	129 609	139 751
<u>Recettes</u>	2 007 021	2 177 409	2 218 155	2 124 642	2 067 628	1 923 030	1 954 657
TSCA (compensation Etat)	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605	631 605
Autres participations	607 295	664 397	830 131	793 299	736 506	657 372	709 250
Retour prêts CAF							
Retour prêts CG	768 122	881 408	756 419	699 738	699 518	634 052	613 802
titres prêts défailants CAF							
Charge nette	1 538 214	1 510 754	1 371 321	982 236	995 950	1 170 165	1 023 895
hors défailants CAF	1 538 214	1 510 754	1 371 321	982 236	995 950	1 170 165	1 023 895

EDUCATION - TOS

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses	14 847	774 731	10 457 047	12 684 328	14 138 888	14 294 087	14 692 452
Personnel TOS et support	10 375	649 672	10 150 454	12 384 064	13 890 728	14 035 972	14 429 573
Coûts induits	4 472	15 059	196 593	225 855	248 160	258 115	262 879
Convention CNASEA		110 000	110 000	74 409			
Recettes	0	463 572	9 236 446	11 073 032	11 361 942	11 655 677	11 681 251
TSCA (compensation Etat)		463 572	9 236 446	11 073 032	11 327 863	11 389 669	11 389 669
Recette CNASEA/ASP contrats d'avenir CG					34 079	266 008	291 582
Charge nette	14 847	311 159	1 220 601	1 611 296	2 776 946	2 638 410	3 011 202

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses	15 294 980	15 327 290	16 363 209	16 466 569	16 513 573	17 085 471	16 793 973
Personnel TOS et support	15 022 229	15 045 116	16 049 474	16 139 620	16 191 667	16 652 929	16 338 913
Coûts induits	272 751	282 173	313 735	326 949	321 906	432 542	455 060
Convention CNASEA							
Recettes	11 663 864	11 717 762	11 791 543	11 867 745	11 389 669	11 389 669	11 389 669
TSCA (compensation Etat)	11 389 669	11 389 669	11 389 669	11 389 669	11 389 669	11 389 669	11 389 669
Recette CNASEA/ASP contrats d'avenir CG	274 195	328 093	401 874	478 076			
Charge nette	3 631 116	3 609 527	4 571 666	4 598 824	5 123 904	5 695 802	5 404 304

FORFAIT EXTERNAT COLLEGES PRIVES

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Forfait externat collèges privés	0	0	1 352 103	1 376 865	1 540 015	1 545 783	1 645 795
Frais structure	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement							
Recettes	0	0	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244
TSCA (compensation Etat)			1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244
Charge nette	0	0	-8 141	16 621	179 771	185 539	285 551

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Forfait externat collèges privés	1 773 602	1 834 843	1 849 780	1 870 426	1 868 041	1 907 214	1 952 240
Frais structure	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement							
Recettes	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244
TSCA (compensation Etat)	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244	1 360 244
Charge nette	413 358	474 599	489 536	510 182	507 797	546 970	591 996

FARPI

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
TSCA		-209 207	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900
Suppression vignette		1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674
FARPI		-1 236 881	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574
Frais structure	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement							
Recettes	0	1 205 575	1 253 410	1 262 992	1 351 949	1 385 903	1 383 645
perception FARPI		1 205 575	1 253 410	1 262 992	1 351 949	1 385 903	1 383 645
Charge nette	0	31 306	-26 836	-36 418	-125 375	-159 329	-157 071

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
TSCA	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900	-198 900
Suppression vignette	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674	1 027 674
FARPI	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574	-1 226 574
Frais structure	0	0	0	0	0	0	0
Pas de personnel recruté							
Mission effectuée par redéploiement						0	
Recettes	1 490 437	1 531 611	1 522 850	1 551 330	1 952 286	2 022 019	2 071 554
perception FARPI	1 490 437	1 531 611	1 522 850	1 551 330	1 952 286	2 022 019	2 071 554
Charge nette	-263 863	-305 037	-296 276	-324 756	-725 712	-795 445	-844 980

ROUTES NATIONALES

CA	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses réalisées	0	3 719 029	5 508 028	8 884 803	10 980 159	8 512 223	5 984 347
Entretien routier (F+I)		2 463 000	1 971 000	3 281 686	3 275 619	2 797 033	2 411 419
<i>Fonctionnement</i>		1 963 170	1 640 886	2 517 899	2 663 901	2 184 352	1 951 076
<i>Investissement</i>		499 830	330 114	763 788	611 718	612 681	460 343
Reprise contrat de plan (AP 497)		1 060 403	2 583 989	5 383 357	7 094 772	4 567 276	3 035 350
Dépenses Inv sur locaux CE et ATD		195 626	833 039	166 759	595 768	1 134 453	537 577
Dépenses ISF			120 000	53 000	14 000	13 460	0
Frais structure	0	37 811	1 142 579	9 310 302	12 519 812	13 346 732	13 482 169
Personnel y/c supports		37 811	943 112	8 002 941	10 923 322	11 668 555	11 819 105
Coûts induits			199 467	1 307 361	1 596 490	1 678 177	1 663 064
Recettes	0	4 291 497	7 064 724	14 221 480	18 437 887	19 659 672	17 303 874
Dotation / TSCA routes		3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947
TSCA personnel et fonctionnement			933 577	7 669 497	10 278 222	10 965 402	10 952 446
Dommages RN et permissions voirie		43 002	70 000	79 528	72 078	57 058	62 229
Remboursement FDC		765 548	1 201 016	-48 341			
Participations Contrat de plan			1 377 184	2 766 007	3 046 989	3 685 209	1 828 140
Vente CE						183 700	515
FCTVA estimatif travaux				271 842	1 557 651	1 285 356	977 597
Prestations pour RD	809 991	809 991					
Charge nette transfert		-534 658	-414 116	3 973 626	5 062 084	2 199 283	2 162 642
Charge nette CA	809 991	275 333	-414 116	3 973 626	5 062 084	2 199 283	2 162 642

CA	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses réalisées	4 318 614	5 003 181	5 136 336	4 222 232	2 741 015	4 430 545	3 333 323
Entretien routier (F+I)	3 909 387	4 266 385	3 763 499	2 756 383	2 044 491	3 050 914	2 656 593
<i>Fonctionnement</i>	2 447 928	2 532 939	2 101 594	1 872 771	1 621 374	2 256 437	2 123 130
<i>Investissement</i>	1 461 459	1 733 446	1 661 905	883 613	423 116	794 477	533 463
Reprise contrat de plan (AP 497)	77 475	12 162	4 738	0	0	0	0
Dépenses Inv sur locaux CE et ATD	331 752	724 634	1 368 099	1 465 849	696 524	1 379 631	676 730
Dépenses ISF	0	0	0	0	0	0	0
Frais structure	13 589 331	13 712 094	13 920 533	13 874 615	12 886 567	12 400 610	12 017 433
Personnel y/c supports	11 922 742	11 971 991	12 271 785	12 273 521	11 497 388	11 103 903	10 737 985
Coûts induits	1 666 589	1 740 103	1 648 748	1 601 094	1 389 179	1 296 707	1 279 448
Recettes	15 216 547	14 876 271	14 906 112	14 982 569	14 871 110	14 672 886	14 831 894
Dotation / TSCA routes	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947	3 482 947
TSCA personnel et fonctionnement	10 972 740	10 972 740	10 972 740	10 972 740	10 972 740	10 972 740	10 972 740
Dommages RN et permissions voirie	62 722	99 355	67 982	48 576	45 125	40 732	33 546
Remboursement FDC							
Participations Contrat de plan	73 707	31 610	0	0			
Vente CE							
FCTVA estimatif travaux	624 431	289 620	382 443	478 306	370 299	176 467	342 661
Prestations pour RD							
Charge nette transfert	2 691 398	3 839 004	4 150 757	3 114 279	756 472	2 158 269	518 862
Charge nette CA	2 691 398	3 839 004	4 150 757	3 114 279	756 472	2 158 269	518 862

Maintenance informatique dans les collèges

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Frais structure	275 166	299 064	266 104	280 176	232 777	318 116	320 571
Frais personnel	212 581	227 007	206 428	220 500	205 821	262 770	265 511
Coûts induits	62 585	72 057	59 676	59 676	26 956	55 346	55 060
Dépenses de fonctionnement	0	0	54 594	120 531	180 970	299 126	353 798
Dépenses d'investissement	66 039	347 646	378 769	1 566 075	1 777 087	1 673 037	1 521 950
Total Dépenses	341 205	646 710	699 467	1 966 783	2 190 834	2 290 279	2 196 319
Recettes de fonctionnement							
Recettes d'investissement					69 269	81 180	110 053
Total Recettes	0	0	0	0	69 269	81 180	110 053
Charge nette	341 205	646 710	699 467	1 966 783	2 121 565	2 209 099	2 086 266